

Journal de 13 heures

L'envoyé spécial de Boutros Boutros-Ghali tente d'obtenir des deux parties une trêve et un aval pour le déploiement prévu des 5 500 Casques bleus au Rwanda. La position de la France et la responsabilité de notre pays sont maintenant dénoncées par les rebelles mais aussi par beaucoup de diplomates

Jean-Pierre Pernaut, Marine Jacquemin, Nahida Nakad

TF1, 26 mai 1994

Les accusations sont sévères : le Président Habyarimana, ami personnel de François Mitterrand, a bénéficié d'un soutien jugé immodéré. La France est également accusée d'avoir favorisé la fuite de dignitaires responsables de massacres de Tutsi.

[Jean-Pierre Pernaut :] La commission des droits de l'homme de l'ONU ouvre une enquête officielle sur les massacres du Rwanda. L'ONU estime à 500 000 le nombre des morts et son secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, lui-même parle d'échec et de scandale. À Kigali, les combats continuent. Depuis quelques jours, vous avez vu dans tous nos journaux les reportages impressionnants de nos envoyés spéciaux, Marine Jacquemin et Thierry Froissart. Ils sont toujours là-bas. Ecoutez... leur nouveau témoignage.

[Par téléphone, Marine Jacquemin :] L'hôpital de la Croix-Rouge internationale est le seul qui fonctionne encore à Kigali après les bombardements du centre hospitalier [on voit un véhicule arriver devant l'hôpital de la Croix-

Rouge]. Ces salles sont bondées de blessés plus ou moins grièvement atteints [on voit une salle remplie de blessés]. Le chef de la mission qui nous accueille est si fatigué qu'il nous parle presque avec détachement d'un obus tombé il y a moins d'une heure dans le jardin, sans gravité. Après notre départ, un autre obus, au même endroit : deux morts, cinq blessés. La Croix-Rouge visée deux fois de suite, comme si les belligérants voulaient faire fuir les derniers témoins.

C'est dans ce contexte de combats très violents que l'envoyé spécial de Boutros Boutros-Ghali [on voit Iqbal Riza à l'image] tente d'obtenir des deux parties une trêve et un aval pour le déploiement prévu des 5 500 Casques bleus au Rwanda. Avec un retard de deux heures dû aux combats dans les zones à traverser, l'émissaire onusien est parvenu à gagner Gitarama à 40 kilomètres au sud-ouest de Kigali et où s'est réfugié le gouvernement provisoire. À la fin de son entretien avec le Premier ministre, Iqbal Riza s'est dit optimiste. Pour l'instant il est bien le seul dans la région.

[Jean-Pierre Pernaut :] En tout cas, ceux qu'on appelle depuis, euh, plusieurs semaines les rebelles au Rwanda, en fait l'opposition armée au gouvernement provisoire, s'en prennent maintenant à la France. Elle accepte les Casques bleus supplémentaires mais pas les Français. La position de la France et la responsabilité de notre pays sont maintenant dénoncées aussi par beaucoup de diplomates. Nahida Nakad.

[Nahida Nakad :] Pour beaucoup d'observateurs, la France est en partie responsable de la situation dramatique au Rwanda [on voit un militaire français dans une jeep ; une incrustation "1^{er} avril 1994" s'affiche à l'écran]. Les accusations sont sévères : selon ses détracteurs, la France a pris partie trop tôt pour le gouvernement rwandais à majorité hutu contre l'opposition tutsi [gros plans sur deux articles de journaux : "Rwanda : les faux pas de la France" et "La France au banc des accusés"]. Le Président Habyarimana, ami personnel de François Mitterrand, a bénéficié d'un soutien jugé indémodé [diffusion d'une image d'archive montrant François Mitterrand en train d'accueillir Juvénal Habyarimana sur le perron de l'Élysée].

En 1990, l'armée gouvernementale ne comptait que 6 000 soldats. Grâce notamment à l'aide française, ses effectifs sont montés à 40 000 hommes [on voit notamment des soldats des FAR à l'entraînement]. C'est en 90 que la France est intervenue militairement pour écraser une rébellion tutsi.

Début avril [une incrustation "1^{er} avril 1994" s'affiche à l'écran], le Président Habyarimana est tué dans un attentat contre son avion. Sa famille est évacuée à Paris [diffusion de deux photos du Falcon écrasé dans la banane-

raie jouxtant la villa Habyarimana]. L'ambassadeur de France et les soldats français quittent Kigali, laissant derrière eux les représentants modérés du gouvernement qui auraient été massacrés par la garde présidentielle [on voit notamment Jean-Michel Marlaud en train de quitter le Rwanda].

La France est accusée d'avoir favorisé la fuite de dignitaires responsables de massacres de Tutsi. La veuve du Président qui habite à Paris confirme avoir été emmenée immédiatement en France mais dément l'évacuation d'autres personnalités politiques [on voit Agathe Habyarimana dans un appartement parisien en compagnie de trois femmes noires].

[Agathe Habyarimana, "Femme du Président défunt" : - "[Inaudible] que nous sommes..., nous..., nous sommes arrivés. Celui que..., qui est venu avec nous, vraiment, les noms sont..., sont connus, on peut le dire : c'est..., c'est..., c'est un cousin qui est malade vraiment. Il est même... Je...". Une autre femme noire intervient : - "Il a été opéré du..., du poumon". Agathe Habyarimana reprend : - "Du poumon! Mais on peut même montrer les papiers. Il est venu comme ça [elle fait la grimace de quelqu'un qui souffre], il est..., il était comme ça! Il était mourant! [Inaudible]".]

C'est à cause de la politique jugée partisane de la France [on voit les deux fils d'Habyarimana en train d'écouter leur mère parler] que le FPR a refusé aujourd'hui la présence de soldats français dans la force d'interposition de l'ONU qui devrait se déployer bientôt au Rwanda. Le Quai d'Orsay dément ces accusations. Paris affirme que son seul but est de favoriser une solution politique et d'arrêter les massacres au Rwanda.